

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 27/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXIA

ZI Route de l'Industrie
73540 Esserts-Blay

Références : 20240116-RAP-Inspection-AXIA-EB
Code AIOT : 0006104343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2024 dans l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXIA
- ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay
- Code AIOT : 0006104343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 4 février 2003, la société AXIA (établissements POUGET) a été autorisée à exploiter sur les communes d'Esserts-Blay et de La Bâthie un centre de tri, transit et regroupement de déchets. L'exploitant a par la suite mis fin aux activités exercées sur la commune de La Bâthie.

Un arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 a actualisé les prescriptions applicables aux activités, exercées sur les seules parcelles localisées sur la commune d'Esserts-Blay.

Par ailleurs, la société AXIA Pouget dispose de l'agrément n° PR7300016D d'exploitant d'un centre VHU par arrêté préfectoral complémentaire du 14 janvier 2013 et de l'agrément n° PR7300016B pour l'activité de broyage de VHU délivré par arrêté préfectoral complémentaire du 1er octobre 2015.

De plus, l'arrêté préfectoral du 18 août 2022 impose des prescriptions complémentaires aux activités de la société Axia Pouget.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Sécurité	AP de Mise en Demeure du	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	incendie	07/09/2023, article 1-2		
4	Sécurité incendie	AP de Mise en Demeure du 07/09/2023, article 1-3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Sécurité incendie	AP de Mise en Demeure du 07/09/2023, article 1-4	Amende	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour de l'étude de dangers	AP de Mise en Demeure du 22/08/2023, article 1	Sans objet
2	Sécurité incendie	AP de Mise en Demeure du 07/09/2023, article 1-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection que l'arrêté de mise en demeure du 7 septembre 2023 n'a pas été respecté intégralement. Il subsiste une non-conformité majeure relevée : le bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie n'est ni curé, ni garanti d'être étanche (la bâche apparaît délaminé et de la végétation pousse au travers).

Il convient de conclure sur le fait que l'intégralité de la mise en demeure n'a pas été respecté par l'exploitant. Nous proposons donc de rendre redevable la société AXIA d'une amende administrative d'un montant total de 5 000 euros au titre du non-respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 7 septembre 2023 concernant le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.

L'inspection demande à l'exploitant de conduire les actions suivantes :

- Sans délai :
Transmettre le bon de commande des travaux de remise en état (étanchéité notamment) de du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.
Réaliser les travaux de remise en état du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.
- Sous un délai n'excédant pas 15 jours :
Vider l'ensemble des rétentions qui contiennent des liquides.
Curer et nettoyer le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.
- Sous un délai n'excédant pas 1 mois :
Réparer le RIA signalé lors de la visite d'inspection comme n'étant plus fonctionnel, situé cette fois de l'autre côté du bâtiment de dépollution VHU.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées, au plus tard le 15/10/2022, une mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement.

<p>Les points suivants devront notamment être examinés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évolution des aléas liés à la présence possible de batteries au lithium au sein des flux de déchets, et prise en compte de l'accidentologie récente - îlotage des tas de déchets métalliques - localisation d'une ou deux aires d'étalement des déchets pour extinction - évaluation des besoins en eau d'extinction (mise à jour de la fiche D9) - validation du lac en tant que point d'eau utilisable pour la DECI : volume disponible (curage si nécessaire, puis bathymétrie), hauteur d'aspiration, aménagements (plateforme d'aspiration, colonnes, poteaux d'aspiration...). - proposition de moyens d'extinction complémentaires aux moyens existants - vérification des besoins de confinement des eaux d'extinction (mise à jour de la fiche D9A) et des moyens disponibles - renforcement éventuel de la hauteur des murs coupe-feu du hangar DND/OM, spécialement vis-à-vis de l'exposition de la plateforme de pompage existante et de sa voie d'accès aux flux thermiques.
<p>Constats : L'exploitant nous a transmis, postérieurement à l'inspection, une étude de danger. L'analyse de cette étude sera effectuée en dehors du cadre de l'inspection. Le respect de l'arrêté de mise en demeure, en particulier des différents points à faire apparaître dans l'étude, sera évalué lors de l'analyse de cette étude.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Sécurité incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/09/2023, article 1-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Voie engin</p>
<p>Prescription contrôlée : Afin de respecter les dispositions de l'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, l'exploitant doit rétablir la voie de circulation autour du hangar de stockage des déchets non dangereux .</p>
<p>Constats : Il a été constaté que la voie de circulation avait été rétablie lors de la visite d'inspection. L'exploitant veillera à maintenir le champ libre en tout temps et en tout état de cause sur cette voie de circulation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Sécurité incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/09/2023, article 1-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée : Afin de respecter les dispositions du point III de l'article 3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, l'exploitant doit vidanger et nettoyer la rétention disposée sous les bennes situées au fond de l'atelier de dépollution des VHU. Par ailleurs, il doit s'assurer que les rétentions soient vidées régulièrement.</p>
<p>Constats : Il a été constaté que les rétentions visées dans le point 2 de l'arrêté de mise en demeure du 7 septembre 2023 ont été vidées (rétentions propres au stockage des boues d'usinage). Néanmoins, d'autres rétentions dans l'atelier de dépollution pour les VHU sont remplies, notamment les rétentions qui concernent les GRV d'huiles. L'exploitant a indiqué que cette rétention était vidée à fréquence annuelle. De fait, le point 2 de l'arrêté de mise en demeure n'est pas respecté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploiter de vider dans un délai n'excédant pas 15 jours l'ensemble des</p>

<p>réentions qui contiennent des liquides.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit s'assurer d'être conforme au point III de l'article 3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015. En particulier, l'arrêté de mise en demeure du 7 septembre 2023 précisait explicitement que les réentions doivent être vidées régulièrement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/09/2023, article 1-3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de respecter les dispositions de l'article 6.5.2 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, l'exploitant doit s'assurer du maintien de la performance de la motopompe incendie notamment en laissant sur l'équipement la batterie pour le démarrage du moteur thermique, d'organiser l'entretien de la buse d'aspiration et de contrôler l'état des flexibles d'aspiration et de refoulement.</p> <p>Afin de respecter les dispositions de l'article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, l'exploitant doit mettre en conformité le RIA situé à proximité du bâtiment de dépollution des véhicules hors d'usage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, une batterie étant directement accessible à côté de la motopompe incendie. La motopompe incendie a mis plusieurs minutes avant de démarrer. Un bri mécanique est à l'origine de ces plusieurs minutes de latence.</p> <p>Notons que l'exploitant a mis en place une fiche de suivi du fonctionnement de la motopompe incendie.</p> <p>L'exploitant a mis en place une armoire métallique à proximité de la plateforme motopompe. Cette armoire, correctement identifiée, contient plusieurs flexibles dans un état neuf comme signalé par l'exploitant.</p> <p>L'inspection a constaté qu'une nouvelle buse d'aspiration a été réalisé mais qu'elle n'avait pas encore été installée à la motopompe incendie.</p> <p>Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant nous a transmis par courriel une photographie de la plateforme motopompe finalisée (bétonnée).</p> <p>Enfin, le RIA visé par le point 3 de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 7 septembre 2023 a été réparé. Toutefois, un autre RIA de l'autre côté du bâtiment de dépollution VHU n'est plus en état de fonctionnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de réparer dans un délai n'excédant pas 1 mois le RIA qui n'est plus en état de fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/09/2023, article 1-4
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de respecter les dispositions de l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, l'exploitant doit nettoyer et curer le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie en retirant notamment la végétation présente et s'assurer de l'étanchéité de cet ouvrage.</p>

Afin de respecter les dispositions de l'article 6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 et l'étude des besoins en eaux évaluées à 150 m³/h disponible pendant deux heures, par les services du SDIS lors du dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploité datée du 26 février 2002, l'exploitant doit mettre en place des moyens complémentaires de défense extérieure de lutte contre l'incendie permettant un débit de 30 m³/h pendant deux heures et répondant aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.

Afin de respecter les dispositions de l'article 6.5.2 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 l'exploitant doit mettre en conformité l'aire d'aspiration situé en limite sud du site et son accès à la voie d'engin. Pour ce faire, elle doit répondre aux dispositions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI).

Afin de respecter les dispositions de l'article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 l'exploitant doit réaliser le contrôle de tous les RIA implantés sur le site par un organisme agréé. Ce contrôle sera à programmer annuellement.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie n'a pas été curé : l'exploitant a signalé avoir effectué des demandes mais n'a pas fourni de bon de commande ni indiqué de délai. De plus, l'exploitant a expliqué s'être informé quant à la remise en étanchéité du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie mais n'a toujours pas engagé d'actions : aucun bon de commande n'a pas été transmis lors et postérieurement à la visite d'inspection.

L'exploitant a réceptionné le 10 novembre 2023 et installé après concertation avec le SDIS 73 une citerne d'un volume de 60 m³ au nord du site afin d'optimiser la couverture hydraulique et hors des zones de flux thermiques liés aux bâtiments et aux stockages. Seul le marquage au sol reste à effectuer. L'exploitant a indiqué que la citerne était en eau. Cela permet ainsi de compléter les 30m³ pendant 2 heures et d'être conforme à l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015.

La plateforme motopompe a été finalisée postérieurement à l'inspection : l'exploitant a transmis par courriel une photographie de la plateforme finalisée. Le SDIS a été tenu au courant des avancées des travaux de la plateforme motopompe. Le SDIS indique que cette plateforme sera en mesure de réceptionner une plateforme d'aspiration « poids-lourd » ainsi qu'une plateforme d'aspiration pour une motopompe. Cela permettra la mise en œuvre d'un dispositif hydraulique de 240 m³/h au niveau de ce même étang. La plateforme motopompe fera l'objet d'une réception de la part du SDIS 73 afin de vérifier de la bonne conformité de cette dernière vis-à-vis du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie.

Enfin, le contrôle annuel de tous les RIA présents sur site a été contractualisé avec la société DESAUTEL.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans délai, l'inspection demande de curer et nettoyer le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie. Nous demandons également à l'exploitant de conduire les actions nécessaires de remise en état du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie en particulier vis-à-vis de son étanchéité. A ce titre, l'exploitant doit transmettre sans délai le bon de commande des travaux de remise en état de ce bassin de rétention dans un délai n'excédant pas quinze jours.

Nous proposons de rendre redevable l'exploitant d'une amende administrative à hauteur de 5 000 euros en raison du non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 septembre 2023 concernant le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : Sans délai

